



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°19 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le gouvernement approuve son plan quinquennal visant 10 millions d'emplois créés d'ici 2030 ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques pour le mois de mars 2026 ;
- ❖ **Inde** : Les tensions géopolitiques du Moyen-Orient freinent la croissance du secteur privé en Inde ;
- ❖ **Maldives** : Chute des réserves de change en avril 2026 ;
- ❖ **Népal** : Suivi du plan de sortie de la liste grise du GAFI ;
- ❖ **Sri Lanka** : Envolée de la facture pétrolière.

À RETENIR

B+ négative

Notation souveraine du Bangladesh par
l'agence Fitch

Bangladesh

Le gouvernement approuve son plan quinquennal visant 10 millions d'emplois créés d'ici 2030

Le gouvernement bangladais a approuvé un nouveau plan stratégique quinquennal visant à créer 10 millions d'emplois d'ici 2030 et à porter l'économie du pays à 1 000 Mds USD d'ici 2034. Ce programme prévoit une accélération progressive de la croissance, avec un objectif de 8 % de croissance du PIB en 2029-30, contre environ 5 % attendus actuellement. Il ambitionne également de faire progresser l'investissement total à près de 37 % du PIB, tout en ramenant l'inflation à 5 %.

Le plan identifie plusieurs secteurs moteurs pour soutenir cette trajectoire, notamment les technologies de l'information, les énergies renouvelables, l'économie bleue, les industries pharmaceutiques et le cuir. Le gouvernement prévoit aussi d'envoyer 2 millions de travailleurs à l'étranger chaque année (contre 1,1M aujourd'hui), de développer le travail indépendant numérique et de créer environ 1 million d'emplois dans les technologies. Une montée en puissance des infrastructures énergétiques et des réformes destinées à améliorer le climat des affaires figurent également parmi les priorités. Le programme comprend enfin plusieurs engagements sociaux et institutionnels : extension de la Family Card à des millions de ménages vulnérables, hausse graduelle des dépenses publiques de santé et d'éducation à 5 % du PIB, création d'un système de pension pour le secteur privé et soutien renforcé aux PME. Les autorités souhaitent également accroître les recettes fiscales à 10 % du PIB, afin de financer ces ambitions tout en réduisant la dépendance à l'endettement extérieur.

[5-year plan eyes trillion-dollar economy](#)

Fitch abaisse la perspective du Bangladesh à « négative » tout en maintenant sa note souveraine à B+

L'agence de notation Fitch Ratings a révisé la perspective du Bangladesh de « stable » à « négative », tout en confirmant sa note souveraine de long terme à B+. Fitch invoque principalement la montée des vulnérabilités macroéconomiques et extérieures liées au conflit au Moyen-Orient, qui expose fortement le pays à une hausse des coûts énergétiques et à un risque de ralentissement des transferts de migrants. Près de la moitié des transferts des expatriés proviennent en effet du Golfe, tandis que les importations de produits énergétiques représentent environ 10 Mds USD par an, soit près de 15 % des importations totales.

Fitch souligne également les progrès limités des réformes dans les finances publiques et le secteur bancaire, ainsi que la faiblesse persistante de la gouvernance, qui réduit progressivement la capacité du pays à absorber les chocs externes. L'agence estime néanmoins que le Bangladesh conserve certains points de résilience, notamment un niveau d'endettement public encore modéré et un accès continu aux financements concessionnels des bailleurs internationaux.

[Fitch revises down Bangladesh outlook to 'negative'](#)

3000 Mds Tk budgétés pour le programme d'investissements de 2026-27

Le gouvernement a approuvé le programme annuel de développement (ADP) pour l'exercice 2026-27, d'un montant record de 3000 Mds Tk (≈ 25 Mds EUR), soit une hausse importante d'environ 50 % par rapport au programme révisé de l'exercice précédent. Sur ce total, 1 900

Mds Tk proviendront de ressources domestiques et 1 100 Mds Tk de prêts et dons des bailleurs. Le gouvernement présente ce programme comme un instrument central de relance de l'investissement public et de mise en œuvre des priorités économiques du nouveau mandat.

Le secteur des transports et communications demeure le principal bénéficiaire (17%), devant l'éducation (16%), la santé (12%) et l'énergie (11%), soulignant un effort particulier vers les secteurs sociaux. Plusieurs grands projets d'infrastructure d'ores et déjà en cours concentrent une part importante des allocations, notamment dans les transports ferroviaires, routiers et l'énergie – à l'image de l'allocation pour la centrale nucléaire de Rooppur (155 Mds soit 5% de l'ADP) et la ligne de métro de Dhaka 5 Nord (74 Mds Tk).

Les autorités font en général face à des difficultés dans la mise en œuvre de l'ADP, avec des taux d'exécution faibles (en particulier dans les secteurs sociaux). Celui-ci atteint à peine 35% sur les 9 premiers mois de l'année fiscale en cours.

Le nouveau programme se caractérise aussi par l'importance des allocations globales ("block allocations"), qui représentent plus d'un tiers du total. Environ 1 170 Mds Tk (\approx 9,7 Mds EUR) ont ainsi été réservés sous forme d'enveloppes spéciales ou non encore affectées à des projets précis, afin de permettre le lancement rapide de nouveaux projets au cours de l'exercice. Dans le même temps, 170 Mds Tk ont été budgétés pour financer les promesses électorales en ce qui concerne les filets sociaux (Family Card, Farmers' Card).

[Some major projects claim hefty sums](#)

1,4 million de personnes ont basculé dans la pauvreté en 2025

La Banque mondiale estime que le taux de pauvreté au Bangladesh a atteint 21,4 % en 2025 contre 20,5% en 2024, ce qui représente environ 1,4 million de personnes supplémentaires tombées dans la pauvreté au cours de l'année 2025. Dans son Bangladesh Development Update (Avril 2026), l'institution souligne que la forte inflation, le ralentissement de la croissance, la faiblesse du marché du travail et les tensions extérieures ont fortement érodé les revenus réels des ménages. C'est ainsi la troisième année de hausse consécutive de la pauvreté, avec au total 4,9 M de nouveaux pauvres depuis 2022.

La Banque mondiale estime néanmoins que la tendance devrait s'inverser dès cette année, même si les gains seront limités par la situation au Moyen-Orient. Ainsi, avant l'aggravation des tensions au Moyen-Orient, la Banque mondiale estimait qu'environ 1,7 million de personnes devaient sortir de la pauvreté en 2026 ; ce chiffre a depuis été ramené à seulement 500 000 personnes.

[1.4m more Bangladeshis pushed into poverty in 2025: WB](#)

Bhoutan

Indicateurs macroéconomiques pour le mois de mars 2026

L'inflation annuelle a atteint 6,1% en mars 2026, contre 3,5% un an plus tôt. Cette accélération tient à la hausse des prix alimentaires, de 7,1%, ainsi que des prix non alimentaires, de 6,5%.

Les réserves extérieures se sont établies à 1,32 Md USD, soit une hausse de 165,3 MUSD par rapport au mois précédent. Par ailleurs, les transferts des Bhoutanais résidant à l'étranger ont atteint 119,8 MUSD dont 96 MUSD en provenance d'Australie.

Dans le secteur de l'énergie, les exportations hydroélectriques se sont élevées à 2,1 MUSD, tandis que les ventes domestiques ont atteint 34,9 MUSD. En revanche, les importations d'électricité ont représenté 51,2 MUSD, auxquelles se sont ajoutées des importations d'énergie solaire de 1,4 MUSD.

[RMA – Macro-economic Data May 2026](#)

Inde

Les tensions géopolitiques du Moyen-Orient freinent la croissance du secteur privé en Inde

Selon une enquête PMI (Purchasing Managers Index), la croissance du secteur privé en Inde a ralenti en mai, pénalisée par un recul du secteur manufacturier, notamment la production manufacturière, affectée par la guerre en Iran et un affaiblissement de la demande internationale. En témoigne, la faiblesse des nouvelles commandes à l'export qui enregistrent un plus bas de 19 mois.

Les coûts de production ont fortement augmenté dans l'énergie, l'acier et l'alimentation. L'enquête atteste que les entreprises ont limité la répercussion de la hausse des coûts sur les prix de vente, protégeant les consommateurs mais impactant leurs marges.

Par ailleurs, la production des huit secteurs de base de l'industrie indienne a augmenté de seulement 1,7 % en avril, selon des données officielles publiées récemment, tirée principalement par la production d'électricité, le ciment et l'acier. Néanmoins, en lien avec la guerre au Moyen Orient, plusieurs secteurs reculent lors du mois d'avril notamment le charbon, le pétrole brut, le gaz naturel, l'engrais et les produits pétroliers raffinés.

[Core sector output rises 1.7% in April - The Economic Times](#)

Le taux de chômage s'élève à 5,2 % en avril

Le taux de chômage en Inde a atteint un plus haut de six mois à 5,2 % en avril, contre 5,1 % en mars, selon les données officielles de l'enquête mensuelle sur la population active (PLFS), qui couvre les personnes âgées de 15 ans et plus.

Selon l'enquête, cette hausse est principalement imputable à une hausse du chômage en zone rurale dans la continuité de la tendance déjà observée au cours des mois précédents.

A noter que les données de ces enquêtes sont à relativiser à la lumière de l'informalité en Inde qui selon l'Organisation mondiale du travail représenterait 90% de l'emploi total en Inde.

[Unemployment rate hits six-month high of 5.2% in April - The Economic Times](#)

La faiblesse de la R&D limite la montée en gamme de l'industrie manufacturière indienne

Selon un rapport de CARE Ratings, une agence de notation indienne, le faible niveau des dépenses publiques de recherche et développement (R&D), estimées à environ 0,6 à 0,7% du PIB en Inde, constitue l'un des freins structurels majeurs à la croissance du secteur manufacturier.

A titre de comparaison, les Etats-Unis dédient plus de 3% du PIB aux dépenses de R&D, la Chine 2,5% et la Corée du Sud jusqu'à 5%. Ainsi, le niveau indien demeure loin derrière les standards internationaux.

Dans ce contexte, on observe une stagnation de la contribution de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière au PIB, environ 16% du PIB depuis une dizaine d'années.

Le rapport Care Ratings met en exergue plusieurs problématique participant à la fragilité de la R&D en Inde telle que la faible densité de chercheurs, les collaborations limitées entre industrie et université, la faible participation privée aux efforts de recherche, et une stratégie basée sur les volumes plutôt que l'innovation.

Sans montée en puissance de la R&D en Inde, le pays pourrait rencontrer des difficultés à produire des biens à haute valeur ajoutée, dépendre des transferts de technologie, et voir son industrie continuer à stagner, et ce, dans un contexte de forte compétition industrielle mondiale.

[1779275840 Low R&D spend at ~0.6 pct of GDP Hampers India's Manufacturing Growth.pdf](#)

Maldives

Chute des réserves de change en avril 2026

Les dernières données publiées par la Maldives Monetary Authority (MMA) font état d'une baisse des réserves officielles à 717,9 MUSD fin avril 2026, à comparer à 1331,8 MUSD un mois auparavant. Les réserves nettes sont, quant à elles, passées de 244,8 MUSD fin 2025 à 409 MUSD fin mars 2026 et à 244,2 MUSD fin avril 2026, ce qui ne représente que 16 jours d'importations de biens et services. Le taux de change sur le marché parallèle de la rufiyaa maldivienne (20,83 MVR pour 1 USD) est inférieur de 35% au taux officiel (15,42 MVR pour 1 USD).

[MMA](#)

Maldives Premier Bank obtient sa licence

La Maldives Monetary Authority a délivré le 18 mai 2026 une licence bancaire à Maldives Premier Bank, qui devient la 9^e banque opérant aux Maldives. Cela renforce la concurrence bancaire et l'accès aux services financiers, même si l'impact macroéconomique immédiat reste limité. Le principal — et apparemment unique — actionnaire de cette banque serait Mohamed Ali Janah, important homme d'affaires maldivien et actuellement conseiller principal du Président Muizzu sur le Commerce et l'Investissement, président de Hotels and Resorts Construction et Hotels and Resorts Investment Maldives / HARIM, un conglomérat actif notamment dans la construction, les technologies de construction, les produits marins et les investissements.

[MMA](#)

Népal

Suivi du plan de sortie de la liste grise du GAFI

Le ministre des Finances, Swarnim Wagle, a indiqué que le gouvernement poursuivrait les mesures nécessaires à la sortie du Népal de la liste grise du GAFI. La réunion avec une délégation Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment d'argent (APG) a porté sur l'avancement du plan d'action suivi par l'International Cooperation Review Group.

Inscrit sur la liste grise en février 2025, le Népal met en œuvre un plan de 15 mesures visant à renforcer la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ainsi que la transparence financière. Le ministre a fait état de progrès sur plusieurs indicateurs et d'un suivi régulier par les administrations concernées.

L'APG estime toutefois que des efforts supplémentaires restent nécessaires avant qu'une sortie de la liste grise puisse être envisagée.

[Govt committed to removing Nepal from FATF's grey list: Minister Wagle](#)

Le secteur privé demande un budget centré sur la production et l'investissement

La Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Népal (FNCCI) a remis au ministre des Finances, Swarnim Wagle, ses propositions pour le budget 2026/27. Elle demande une politique fiscale plus stable et des mesures permettant de réorienter l'économie vers la production, les exportations et l'emploi.

Selon la FNCCI, l'industrie fonctionnerait à environ 40% de ses capacités, tandis que la part du secteur privé dans la formation brute de capital fixe serait passée de 28% à 16% en quatre ans. La fédération propose notamment un code unifié des recettes et la création d'un organisme autonome chargé de la politique fiscale, afin de réduire l'incertitude liée aux modifications annuelles de la fiscalité.

Cette demande intervient dans un contexte de forte dépendance aux transferts des travailleurs migrants, qui ont atteint 11,55 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'exercice 2025/26, en hausse de 31,9% sur un an.

Les organisations patronales recommandent également un soutien ciblé aux industries exportatrices, à l'agriculture, au tourisme, aux technologies de l'information et aux petites et moyennes entreprises. Elles demandent par ailleurs de faciliter l'investissement privé dans les infrastructures, notamment par des partenariats public-privé.

Le ministère des Finances indique vouloir inscrire le prochain budget dans une logique de réforme, avec un suivi plus direct de la mise en œuvre et des résultats. L'enjeu est de réduire la dépendance aux importations et aux transferts extérieurs en renforçant l'investissement productif.

[Private sector urges 'transformational budget' as FinMin pushes mission-mode reforms](#)

Sri Lanka

Envolée de la facture pétrolière

Selon des déclarations à la presse du président sri-lankais, elle est passée de 98 MUSD en février à 216 MUSD en mars, puis 368 MUSD en avril, et devrait atteindre 522 MUSD en mai, soit un quintuplement en trois mois. La facture aurait ainsi atteint 1 460 MUSD pour les cinq premiers mois, soit 1,3% du PIB du pays estimé pour 2026.

[Newsfirst](#)

Surtaxe temporaire sur les importations de véhicules

Le 16 mai 2026, les autorités sri-lankaises ont instauré, pour une durée de trois mois, une surtaxe de 50% sur les droits de douane applicables aux véhicules importés. Cette décision vise à freiner la demande d'importations dans un contexte de regain de tensions sur la balance des paiements. La guerre au Moyen-Orient a en effet renchéri la facture énergétique et accentué les pressions sur la devise locale, tandis que les importations de véhicules ont fortement repris depuis le début de l'année. Au premier trimestre, le déficit commercial s'est creusé à 2,3 Mds USD, contre 1,5 Md USD un an plus tôt.

[Treasury](#)

Forte accélération du crédit au secteur privé

L'encours de crédit accordé au secteur privé a augmenté de 258,4 Mds LKR sur le mois, portant la croissance annuelle à 27,1%. Cette progression intervient dans un contexte macroéconomique plus incertain, marqué notamment par les tensions au Moyen-Orient et une remontée du taux préférentiel moyen pondéré hebdomadaire, qui a atteint 9,79% début mai à comparer à 8,41% il y a un an. Cette dynamique rapide du crédit accroît les risques de dégradation de la qualité des portefeuilles bancaires, les incertitudes économiques pesant sur la capacité de remboursement des emprunteurs. Signe de prudence, HNB, l'une des principales banques privées du pays, indique avoir adopté une approche « prudente et prospective » du risque de crédit : la banque a comptabilisé 2,6 Mds LKR de provisions pour dépréciation au T1 2026, contre une reprise de provisions de 379,7 M LKR un an plus tôt

[CBSL](#)

La roupie sri-lankaise au plus bas depuis fin 2023

Le taux indicatif de change publié par la banque centrale s'est établi le 21 mai 2026 à 329,6367 LKR vis-à-vis de l'USD, soit le plus bas niveau depuis le 21 mars 2023, où ce taux avait atteint 335,0815 LKR pour 1 USD. Cette situation s'explique principalement par la dégradation de la position extérieure du Sri Lanka. La roupie sri-lankaise s'est dépréciée de 6,3% par rapport à l'USD depuis le début de l'année si l'on retient le taux indicatif de la banque centrale et de 11,9% si l'on retient le taux moyen à l'achat indiqués par les banques commerciales de Colombo pour les transferts télégraphiques.

[CBSL](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Négative	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr